

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/201908]

21 MARS 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment les articles 3, modifié par les lois du 29 décembre 1990 et du 5 février 1999 et par l'arrêté royal du 22 février 2001, et 4, remplacé par la loi du 5 février 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, en date du 22 novembre 2012, dont le rapport a été approuvé par la Conférence interministérielle Agriculture le 7 décembre 2012;

Vu l'avis n° 52.735/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 février 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels :

1^o le 7^o est remplacé par ce qui suit :

« 7^o la livraison : la quantité de lait, livrée par un producteur à un acheteur, faisant l'objet d'une seule opération de chargement; »;

2^o le 8^o est remplacé par ce qui suit :

« 8^o l'opération de chargement : le transfert physique d'une quantité de lait entre un récipient du producteur et un véhicule de collecte; »;

3^o le 9^o est remplacé par ce qui suit :

« 9^o la collecte : le transport d'une ou plusieurs livraisons, depuis le chargement à l'unité de production laitière jusqu'au déchargement. ».

Art. 2. A l'article 6, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « La collecte d'une livraison » sont remplacés par « La collecte ».

Art. 3. A l'article 7 du même arrêté :

1^o le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Lors de la collecte, les données d'identification des quantités de lait chargées, fixées à l'annexe 1^{re}, point D, sont enregistrées au moment de chaque opération de chargement, puis transmises à l'organisme interprofessionnel agréé selon les dispositions du présent arrêté et compétent pour le territoire où est situé le siège de l'unité de production laitière d'origine de la livraison, selon les prescriptions qui figurent dans le document normatif visé à l'article 11, 4^o »;

2^o au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « la collecte d'une livraison » sont remplacés par « la collecte »;

3^o le § 3, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Sauf si l'acheteur agréé remplit les conditions fixées à l'annexe 1^{re}, point C pour être reconnu comme petit acheteur, le prélèvement de l'échantillon visé au § 2 est réalisé par une personne physique titulaire d'une licence octroyée par l'organisme interprofessionnel agréé selon les dispositions du présent arrêté et compétent pour le territoire où est situé le siège de l'unité de production laitière d'origine de la livraison ».

Art. 4. A l'article 11, 4^o, a) :

1^o le 3 est remplacé par ce qui suit :

« 3. les prescriptions pour enregistrer les données d'identification des quantités de lait chargées et les transmettre à l'organisme interprofessionnel, »;

2^o au 4, les mots « d'une livraison » sont abrogés.

Art. 5. A l'annexe 1^{re} du même arrêté :

1^o l'intitulé du point C est remplacé par ce qui suit :

« C. Conditions pour reconnaître un acheteur agréé comme petit acheteur, pour l'application des articles 6, § 1^{er}, et 7, § 3 »;

2^o dans le point D est inséré un 1./1 rédigé comme suit :

« 1./1 l'identification de l'acheteur; cette donnée peut être résumée par un numéro de travail propre à l'organisme interprofessionnel agréé selon les dispositions du présent arrêté et compétent pour le territoire où est situé le siège de l'unité de production laitière d'origine de la livraison, à condition que la correspondance entre cette donnée et le numéro de travail puisse à tout moment être établie; ».

Art. 6. A l'annexe 2 du même arrêté :

1^o au A, le point 3 est remplacé par ce qui suit :

« 3. Résultat effectif : mesure obtenue par l'analyse d'un échantillon de lait et validée selon les modalités définies en application de l'article 11, 4^o, c. »;

2° au C, 1, 2°, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« 2° Point de congélation : le résultat pris en compte est la moyenne arithmétique de tous les résultats effectifs sur une période d'un mois, à condition que ces résultats effectifs soient en nombre suffisant selon les modalités définies en application de l'article 11, 4°, c. Si cette condition n'est pas remplie, le résultat pris en compte est déterminé par l'application des modalités également définies en application de l'article 11, 4°, c. »;

3° au C, 1, 3°, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« 3° Comptage de germes : le résultat pris en compte est la moyenne géométrique, constatée sur une période de deux mois, de tous les résultats effectifs, à condition que ces résultats effectifs soient en nombre suffisant selon les modalités définies en application de l'article 11, 4°, c. Si cette condition n'est pas remplie, le résultat pris en compte est déterminé par l'application des modalités également définies en application de l'article 11, 4°, c. »;

4° au C, 1, 4°, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« 4° Détermination du nombre de cellules somatiques : le résultat pris en compte est la moyenne géométrique, constatée sur une période de 3 mois, de tous les résultats effectifs, à condition que ces résultats effectifs soient en nombre suffisant selon les modalités définies en application de l'article 11, 4°, c. Si cette condition n'est pas remplie, le résultat pris en compte est déterminé par l'application des modalités également définies en application de l'article 11, 4°, c. »;

5° au C, 1, le point 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° Examen de la propreté visible du lait : le résultat pris en compte est le résultat effectif obtenu sur une période d'un mois, à condition que ce résultat effectif réponde aux modalités définies en application de l'article 11, 4°, c. Si cette condition n'est pas remplie, le résultat pris en compte est déterminé par l'application des modalités également définies en application de l'article 11, 4°, c. ».

Lorsqu'il est constaté que le résultat est « non satisfaisant », au regard des critères énoncés à l'article 4, 1°, d), de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif au contrôle de la qualité du lait cru et à l'agrément des organismes interprofessionnels, il est attribué 2 points de pénalisation aux quantités livrées par le producteur pendant le mois au cours duquel le contrôle de ce critère a été effectué. »;

6° au D, 3, le point c) est remplacé par ce qui suit :

« c) pour chaque livraison, la quantité livrée en litres; »;

7° au D, 3, le point e) est remplacé par le texte suivant :

« e) la teneur moyenne de cette quantité totale en matière grasse et en protéines, exprimée en gramme par litre de lait, jusqu'au centième; chaque teneur moyenne est la moyenne pondérée de tous les résultats effectifs de teneur en matière grasse ou en protéines par le nombre de litres des livraisons correspondantes sur l'intervalle de temps considéré, à condition que ces résultats effectifs soient en nombre suffisant selon les modalités définies en application de l'article 11, 4°, c. Si cette condition n'est pas remplie, le résultat pris en compte est déterminé par l'application des modalités également définies en application de l'article 11, 4°, c. ».

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour qui suit la publication, à l'exception des dispositions suivantes qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2014 :

1° l'article 1^{er}, 1° et 3°;

2° l'article 3, 1°;

3° l'article 4, 1°;

4° l'article 5, 2°;

5° l'article 6, 6° et 7°.

Art. 8. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 21 mars 2013.

Le Ministre Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/201908]

21. MÄRZ 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Dezember 1990 und vom 5. Februar 1999 sowie durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001, und des Artikels 4, ersetzt durch das Gesetz vom 5. Februar 1999;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 22. November 2012, deren Bericht am 7. Dezember 2012 von der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft genehmigt worden ist;

Aufgrund des am 11. Februar 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 52.735/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;
Nach Beratung,
Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen wird wie folgt abgeändert:

1° der Punkt 7° wird durch das Folgende ersetzt:

„7° Lieferung: die Milchmenge, die ein Erzeuger an einen Käufer liefert und die Gegenstand eines einzigen Ladevorgangs ist;“;

2° der Punkt 8° wird durch Folgendes ersetzt:

„8° Ladevorgang: Der effektive Transfer einer Milchmenge zwischen einem Behälter des Erzeugers und einem Sammelfahrzeug;“;

3° der Punkt 9° wird durch Folgendes ersetzt:

„9° Sammlung: der Transport einer oder mehrerer Lieferungen ab dem Befüllen innerhalb der Milchproduktionseinheit bis zu dem Entladen.“

Art. 2 - In Artikel 6, § 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut „Das Abholen einer Lieferung“ durch den Wortlaut „Das Abholen“ ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 7 desselben Erlasses:

1° wird § 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

« § 1^{er}. Beim Abholen werden die Identifizierungsdaten der geladenen Milchmengen, die in Anlage 1, Punkt D festgelegt werden, bei jedem Ladevorgang registriert. Diese werden anschließend der nach den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zugelassenen interprofessionellen Einrichtung, die für das Gebiet zuständig ist, auf dem sich die Milchproduktionseinheit, auf der die gelieferte Milch erzeugt wird, befindet, nach den Vorschriften, die in dem in Artikel 11, 4° angeführten normativen Dokument erläutert werden, übermittelt.“;

2° In § 2, Absatz 1 wird der Wortlaut „Beim Abholen einer Lieferung“ durch den Wortlaut „Beim Abholen“ ersetzt;

3° § 3, Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 3. Die in § 2 angeführte Probenahme wird von einer natürlichen Person durchgeführt, die eine Lizenz besitzt, die ihr von der nach den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zugelassenen interprofessionellen Einrichtung, die für das Gebiet zuständig ist, auf dem sich die Milchproduktionseinheit, auf der die gelieferte Milch erzeugt wird, befindet, erteilt worden ist, es sei denn, der zugelassene Käufer erfüllt die in Anlage 1, Punkt C festgelegten Bedingungen, um als kleiner Käufer anerkannt zu werden.“

Art. 4 - In Artikel 11, 4°, a):

1° wird der Punkt 3 durch Folgendes ersetzt:

„3. die Vorschriften für die Registrierung der Identifizierungsangaben der geladenen Milchmengen und deren Übermittlung an die interprofessionelle Einrichtung;“;

2° in Punkt 4 wird der Wortlaut „einer Lieferung“ gestrichen.

Art. 5 - In Anlage 1 desselben Erlasses:

1° wird der Titel von Punkt C durch Folgendes ersetzt:

„C. Bedingungen, um einen zugelassenen Käufer als kleinen Käufer nach Artikel 6, § 1 und Artikel 7, § 3 anzuerkennen.“;

2° wird in Punkt D ein Absatz 1./1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„1./1 die Identifizierung des Käufers; diese Angabe kann durch eine Arbeitsnummer zusammengefasst werden, die ihr von der nach den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zugelassenen interprofessionellen Einrichtung, die für das Gebiet zuständig ist, auf dem sich die Milchproduktionseinheit, auf der die gelieferte Milch erzeugt wird, befindet, eigen ist, unter der Bedingung, dass die Entsprechung zwischen dieser Angabe und der Arbeitsnummer jederzeit hergestellt werden kann.“

Art. 6 - In Anlage 2 desselben Erlasses:

1° wird unter A der Punkt 3 durch Folgendes ersetzt:

„3. Effektives Ergebnis: durch die Analyse der Milchprobe erzielte Messung, die nach den in Anwendung von Artikel 11, 4°, c festgelegten Modalitäten validiert wird.“;

2° wird unter C, 1, 2° der erste Absatz durch das Folgende ersetzt:

„2° Gefrierpunkt: das berücksichtigte Ergebnis ist der arithmetische Durchschnitt aller tatsächlichen über einen Monat hinweg erzielten Ergebnisse, unter der Bedingung, dass die Anzahl dieser tatsächlichen Ergebnisse nach den in Anwendung von Artikel 11, 4°, c festgelegten Modalitäten ausreicht. Ist diese Bedingung nicht erfüllt, so wird das berücksichtigte Ergebnis durch die Anwendung der Modalitäten bestimmt, die ebenfalls in Anwendung von Artikel 11, 4°, c definiert werden.“;

3° wird unter Punkt C, 1, 3° der erste Absatz durch das Folgende ersetzt:

„3° Zählung von Keimen: das berücksichtigte Ergebnis ist der geometrische Durchschnitt aller tatsächlichen über einen Zeitraum von zwei Monaten hinweg erzielten tatsächlichen Ergebnisse, unter der Bedingung, dass die Anzahl dieser tatsächlichen Ergebnisse nach den in Anwendung von Artikel 11, 4°, c festgelegten Modalitäten ausreicht. Ist diese Bedingung nicht erfüllt, so wird das berücksichtigte Ergebnis durch die Anwendung der Modalitäten bestimmt, die ebenfalls in Anwendung von Artikel 11, 4°, c definiert werden.“;

4° wird unter C, 1, 4° der erste Absatz durch das Folgende ersetzt:

„4° Bestimmung der Anzahl Körperzellen: das berücksichtigte Ergebnis ist der geometrische Durchschnitt aller über einen Zeitraum von drei Monaten hinweg erzielten tatsächlichen Ergebnisse, unter der Bedingung, dass die Anzahl dieser tatsächlichen Ergebnisse nach den in Anwendung von Artikel 11, 4°, c festgelegten Modalitäten ausreicht. Ist diese Bedingung nicht erfüllt, so wird das berücksichtigte Ergebnis durch die Anwendung der Modalitäten bestimmt, die ebenfalls in Anwendung von Artikel 11, 4°, c definiert werden.“;

5° wird unter C, 1, Punkt 5° durch das Folgende ersetzt:

„5° Prüfung der sichtbaren Sauberkeit der Milch: das berücksichtigte Ergebnis ist das über einen Zeitraum von einem Monat hinweg erzielte tatsächliche Ergebnis, unter der Bedingung, dass dieses tatsächliche Ergebnis den in Artikel 11, 4°, c festgelegten Modalitäten entspricht. Ist diese Bedingung nicht erfüllt, so wird das berücksichtigte Ergebnis durch die Anwendung der Modalitäten bestimmt, die ebenfalls in Anwendung von Artikel 11, 4°, c definiert werden.“

Wird festgestellt, dass das Ergebnis "nicht zufriedenstellend ist" unter Zugrundelegung der Kriterien von Artikel 4, 1°, d) des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 2006 über die Kontrolle der Qualität von Rohmilch und die Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen, so werden auf die durch den Erzeuger im Laufe des Monats, in dem das betreffende Kriterium kontrolliert wurde, gelieferten Mengen 2 Strafpunkte angewandt";

6° wird unter D, 3, Punkt c) durch das Folgende ersetzt:

"c) für jede Lieferung die gelieferte Menge (in Litern);";

7° wird unter D, 3, Punkt e) durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"e) der Durchschnittsgehalt an Fettstoffen und Eiweiß dieser Gesamtmenge, angeführt in Gramm pro Liter Milch (bis zum Hundertstel); jeder Durchschnittsgehalt ist der gewichtete Durchschnitt aller tatsächlichen Ergebnisse des Fettstoff- oder Eiweißgehalts durch die Anzahl Liter der entsprechenden Lieferungen über den betreffenden Zeitraum hinweg, unter der Bedingung, dass die Anzahl dieser tatsächlichen Ergebnisse nach den in Anwendung von Artikel 11, 4°, c festgelegten Modalitäten ausreicht. Ist diese Bedingung nicht erfüllt, so wird das berücksichtigte Ergebnis durch die Anwendung der Modalitäten bestimmt, die ebenfalls in Anwendung von Artikel 11, 4°, c definiert werden;"

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach seiner Veröffentlichung in Kraft, mit Ausnahme der folgenden Bestimmungen, die am 1. Januar 2014 in Kraft treten:

1° Artikel 1, 1° und 3°;

2° Artikel 3, 1°;

3° Artikel 4, 1°;

4° Artikel 5, 2°;

5° Artikel 6, 6° und 7°;

Art. 8 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. März 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/201908]

21 MAART 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 5 februari 1999 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001, en op artikel 4, vervangen bij de wet van 5 februari 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid d.d. 22 november 2012 waarvan het verslag op 7 december 2012 werd goedgekeurd door de Interministeriële Conferentie;

Gelet op het advies n° 52.735/4 van de Raad van State, gegeven op 11 februari 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen :

1° wordt punt 7° vervangen als volgt :

« 7° de levering : de melkhoeveelheid geleverd door een producent aan een koper, die het voorwerp uitmaakt van één enkele ladingverrichting;

2° wordt punt 8° vervangen als volgt :

8° de ladingverrichting : de fysieke overbrenging van een melkhoeveelheid van een tank van de producent naar een ophalingsvoertuig ; »;

3° wordt punt 9° vervangen als volgt :

« 9° de ophaling : het vervoer van één of verschillende leveringen vanaf de lading bij de melkproductie-eenheid tot de aflading. ».

Art. 2. In artikel 6, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « De ophaling van een levering » vervangen door « De ophaling ».

Art. 3. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Bij de ophaling worden de gegevens ter identificatie van de geladen melkhoeveelheden, bepaald in bijlage 1, punt D, geregistreerd bij elke ladingsverrichting en vervolgens overgemaakt aan het volgens de bepalingen van dit besluit erkende interprofessionele organisme dat bevoegd is voor het grondgebied waar de zetel van de oorspronkelijke melkproductie-eenheid van de levering gevestigd is, volgens de voorschriften vermeld in het normatieve document bedoeld in artikel 11, 4°. »;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden « de ophaling van een levering » vervangen door « de ophaling »;

3° § 3, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« § 3. Behalve als de erkende koper voldoet aan de voorwaarden gesteld in bijlage 1, punt C, om als koper erkend te worden, wordt het in § 2 bedoelde monster genomen door een natuurlijke persoon die houder is van een vergunning toegekend door het interprofessionele organisme dat erkend is volgens de bepalingen van dit besluit en bevoegd is voor het grondgebied waar de zetel van de oorspronkelijke melkproductie-eenheid van de levering gevestigd is ».

Art. 4. In artikel 11, 4^o, a) :

1^o wordt punt 3 vervangen als volgt :

« 3. de voorschriften om de gegevens ter identificatie van de geladen melkhoeveelheden te registreren en aan het interprofessionele organisme over te maken, »;

2^o onder punt 4 worden de woorden « van een levering » geschrapt.

Art. 5. In bijlage 1 bij hetzelfde besluit :

1^o wordt het opschrift van punt C vervangen als volgt :

« C. Voorwaarden om een erkende koper als kleine koper te erkennen, overeenkomstig de artikelen 6, § 1, en 7, § 3. »;

2^o punt D wordt aangevuld met een punt 1./1, luidend als volgt :

« 1./1 identificatie van de koper; dit gegeven kan samengevat worden met een arbeidsnummer eigen aan het volgens de bepalingen van dit besluit erkende interprofessionele organisme dat bevoegd is voor het grondgebied waar de zetel van de oorspronkelijke melkproductie-eenheid van de levering gevestigd is, voor zover de overeenstemming tussen dat gegeven en het arbeidsnummer elk ogenblik vastgesteld kan worden; ».

Art. 6. In bijlage 2 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

4^o in A wordt punt 3 vervangen als volgt :

« 3. Effectief resultaat : maat verkregen door de analyse van een melkmonster en gevalideerd volgens de modaliteiten bepaald overeenkomstig artikel 11, 4^o, c. »;

2^o in C, 1, 2^o, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« 2^o Vriespunt : het in aanmerking genomen resultaat is het rekenkundige gemiddelde van alle effectieve resultaten over een periode van één maand, voor zover hun aantal volstaat volgens de modaliteiten bepaald overeenkomstig artikel 11, 4^o, c. Als deze voorwaarde niet vervuld is, wordt het in aanmerking genomen resultaat verkregen door toepassing van de modaliteiten die eveneens overeenkomstig artikel 11, 4^o, c. bepaald worden »;

3^o in C, 1, 3^o, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« 3^o Telling van kiemen : het in aanmerking genomen resultaat is het meetkundige gemiddelde van alle effectieve resultaten over een periode van twee maanden, voor zover hun aantal volstaat volgens de modaliteiten bepaald overeenkomstig artikel 11, 4^o, c.. Als deze voorwaarde niet vervuld is, wordt het in aanmerking genomen resultaat verkregen door toepassing van de modaliteiten die eveneens overeenkomstig artikel 11, 4^o, c. bepaald worden »;

4^o in C, 1, 4^o, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« 4^o Bepaling van het aantal somatische cellen : het in aanmerking genomen resultaat is het meetkundige gemiddelde van alle effectieve resultaten over een periode van drie maanden, voor zover hun aantal volstaat volgens de modaliteiten bepaald overeenkomstig artikel 11, 4^o, c. Als deze voorwaarde niet vervuld is, wordt het in aanmerking genomen resultaat verkregen door toepassing van de modaliteiten die eveneens overeenkomstig artikel 11, 4^o, c. bepaald worden »;

5^o in C, 1, wordt punt 5^o vervangen als volgt :

« 5^o Onderzoek van de zichtbare netheid van melk : het in aanmerking genomen resultaat is het effectieve resultaat verkregen over een periode van één maand, voor zover het voldoet aan de modaliteiten bepaald overeenkomstig artikel 11, 4^o, c. Als deze voorwaarde niet vervuld is, wordt het in aanmerking genomen resultaat verkregen door toepassing van de modaliteiten die eveneens overeenkomstig artikel 11, 4^o, c. bepaald worden ».

Wanneer er vastgesteld wordt dat het resultaat « niet-bevredigend » is ten opzichte van de criteria vermeld in artikel 4, 1^o, d) van het koninklijk besluit van 21 december 2006 betreffende de controle van de kwaliteit van de rauwe melk en de erkenning van de interprofessionele organismen, worden 2 strafpunten toegekend aan de hoeveelheden geleverd door de producent gedurende de maand waarin de controle op dat criterium is uitgevoerd. »;

5^o in D, 3, wordt punt c) vervangen als volgt :

« c) voor elke levering, de geleverde hoeveelheid in liter; »;

7^o in D, 3, wordt punt e) vervangen als volgt :

« e) het gemiddelde gehalte van deze totaalhoeveelheid in vetstoffen en eiwit, uitgedrukt in gram per liter melk, tot de honderdste; elk gemiddelde gehalte is het gewogen gemiddelde van alle effectieve gehalteresultaten inzake vetstof of eiwit door het aantal liters van de overeenstemmende leveringen over de in aanmerking genomen tussentijd, voor zover het aantal effectieve resultaten volstaat volgens de modaliteiten bepaald overeenkomstig artikel 11, 4^o, c. Als deze voorwaarde niet vervuld is, wordt het in aanmerking genomen resultaat verkregen door toepassing van de modaliteiten die eveneens overeenkomstig artikel 11, 4^o, c. bepaald worden; ».

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op de dag na die van de bekendmaking ervan, met uitzondering van de volgende bepalingen, die in werking treden op 1 januari 2014 :

1^o artikel 1, 1^o en 3^o;

2^o artikel 3, 1^o;

3^o artikel 4, 1^o;

4^o artikel 5, 2^o;

5^o artikel 6, 6^o en 7^o.

Art. 8. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 maart 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO